



Assemblée générale

Distr. générale
2 février 2022
Français
Original : anglais

Soixante-seizième session

Point 74 b) de l'ordre du jour

**Promotion et protection des droits humains :
questions relatives aux droits humains, y compris
les divers moyens de mieux assurer l'exercice
effectif des droits humains et des libertés
fondamentales**

Lettre datée du 1^{er} février 2022, adressée au Secrétaire général par le Représentant permanent du Bélarus auprès de l'Organisation des Nations Unies

Au nom de la République du Bélarus, présidence sortante de la Communauté d'États indépendants, j'ai l'honneur de vous faire tenir ci-joint la déclaration des chefs d'État des pays membres de la Communauté d'États indépendants relative à la protection des droits électoraux des citoyens et aux garanties de la souveraineté électorale des États membres de la Communauté d'États indépendants (voir annexe).

La déclaration a été signée par les Présidents bélarussien, kazakhstanaï, kirghize, russe, ouzbek et tadjik et par le Premier Ministre arménien.

Je vous serais reconnaissant de bien vouloir faire distribuer le texte de la présente lettre et de son annexe comme document de l'Assemblée générale, au titre du point 74 b) de l'ordre du jour.



**Annexe à la lettre datée du 1^{er} février 2022 adressée au Secrétaire
général par le Représentant permanent du Bélarus
auprès de l'Organisation des Nations Unies**

[Original: russe]

**Décision concernant la déclaration relative à la protection
des droits électoraux des citoyens et aux garanties
de la souveraineté électorale des États membres
de la Communauté d'États indépendants**

Le Conseil des chefs d'État de la Communauté d'États indépendants décide :

1. D'adopter la déclaration relative à la protection des droits électoraux des citoyens et aux garanties de la souveraineté électorale des États membres de la Communauté d'États indépendants (voir pièce jointe).

2. De proposer à la République du Bélarus, qui assure actuellement la présidence de la Communauté d'États indépendants, de transmettre le texte de ladite déclaration à l'Organisation des Nations Unies ainsi qu'à d'autres organisations internationales.

Adoptée conformément au paragraphe 9 de l'article 7 du Règlement intérieur du Conseil des chefs d'État, du Conseil des chefs de gouvernement, du Conseil des ministres des affaires étrangères et du Conseil économique de la Communauté d'États indépendants.

Pour la République d'Arménie

H. Pachinian

Le 23 décembre 2021

Pour la République d'Azerbaïdjan

Pour la République du Bélarus

A. Loukachenko

30 novembre 2021

Pour la Fédération de Russie

V. Poutine

Le 2 décembre 2021

Pour la République du Kazakhstan

K.-J. Tokaïev

Le 28 décembre 2021

Pour la République kirghize

S. Japarov

Le 13 décembre 2021

Pour la République de Moldova

Pour la République d'Ouzbékistan

C. Mirziyoyev

Le 2 décembre 2021

Pour la République du Tadjikistan

E. Rahmon

Le 31 décembre 2021

Pour le Turkménistan

Pour l'Ukraine

Pièce jointe

Déclaration relative à la protection des droits électoraux des citoyens et aux garanties de la souveraineté électorale des États membres de la Communauté d'États indépendants

Les chefs d'État des pays membres de la Communauté d'États indépendants (CEI),

Réaffirmant leur volonté de protéger et de promouvoir l'exercice des libertés et droits électoraux en appuyant les institutions démocratiques durables et le principe de l'État de droit,

Soucieux de renforcer la confiance du public dans les élections et les référendums en rendant les procédures électorales plus ouvertes et transparentes, à l'aide notamment de technologies numériques modernes,

Respectant les particularités historiques, culturelles et juridiques des États membres de la CEI et conscients de l'importance que revêt l'expérience qu'ils ont acquise au niveau national en matière de réglementation juridique électorale,

Se fondant sur les dispositions de la Convention du 7 octobre 2002 relative aux normes pour des élections démocratiques et aux droits et libertés électoraux dans les États membres de la CEI, ainsi que sur d'autres obligations internationales incombant à la CEI,

Rejetant toute tentative d'utiliser les campagnes électorales pour exercer une influence extérieure sur les procédures organisationnelles et juridiques et sur la situation politique interne,

Soulignent qu'il importe de mener un dialogue constructif, équitable et respectueux sur les questions électorales fondamentales qui définissent les principes régissant la tenue d'élections démocratiques modernes,

Déclarent que les normes constitutionnelles, la législation nationale et les obligations internationales des États doivent être strictement respectées lors de la tenue d'élections et de référendums sur leur territoire,

Sont favorables au développement et au renforcement de la coopération des organes électoraux centraux des États membres de la CEI, notamment à la mise en place d'un mécanisme permanent leur permettant d'interagir dans le cadre de la CEI,

Notent qu'il importe d'organiser des missions d'observation électorale publiques et internationales fondées sur les principes et les normes universellement reconnus du droit international, les principes de neutralité politique, d'impartialité et de non-ingérence dans le processus électoral, ainsi que sur les modalités convenues par les États membres de la CEI,

Condamnent toute tentative d'ingérence dans les procédures électorales des États membres de la CEI par d'autres États, des organismes relevant de ces États ou des organisations non gouvernementales, considérant qu'il s'agirait là d'une violation des principes d'égalité souveraine des États et de non-ingérence dans leurs affaires intérieures,

Saluent la pratique consistant à envoyer la Mission d'observation de la CEI dans les États membres de cette dernière lors des élections présidentielles et parlementaires, ainsi que des référendums, et se félicitent que le Comité exécutif de la CEI et l'Assemblée interparlementaire des États membres de la CEI collaborent avec d'autres missions d'observation afin d'échanger les meilleures pratiques, d'instaurer la confiance et d'éviter les politiques de deux poids, deux mesures,

Demandent aux États et aux organisations internationales intéressés d'unir leurs efforts aux fins de l'élaboration et de l'adoption éventuelles de méthodes et principes communs en matière d'observation internationale des élections.
